



Recrutement des enseignants: «L'école ne doit pas être gérée comme une entreprise privée !»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alors qu'Emmanuel Macron a annoncé le 2 septembre à Marseille qu'une expérimentation allait être lancée dans 50 écoles de la ville pour permettre aux chefs d'établissement de choisir leurs professeurs, Barbara Lefebvre dénonce une destruction du système scolaire et une atteinte au métier d'enseignant.

Barbara Lefebvre, enseignante et essayiste, est l'auteur de *Génération j'ai le droit* (éd. Albin Michel, 2018).

La première fois que j'ai écrit sur Emmanuel Macron dans ses colonnes, il n'était que candidat à la présidentielle. Nous étions fin mars 2017. Il venait de tenir des propos effarants sur le sens qu'il accordait à l'école de la République à laquelle il n'assignait pas le rôle de forger « le lien profond avec la nation ». L'adjectif « nationale » de l'expression Éducation nationale n'avait sans doute pour lui qu'une valeur d'échelle administrative, pas de sens patriotique. À l'instar de ce que droite et gauche mondialistes et libérales ont toujours défendu, dans la représentation macronienne de l'école purement technicienne, seules comptent les « connaissances et compétences » cochées par les enseignants transformés en secrétaires chargés du « reporting » permanent via le tableau Excell du Socle commun imposé par Bruxelles et le ministre Fillon en 2005. Pour se donner des airs de pater familias, on parlera quand cela sera nécessaire de la défense des fameuses « valeurs » de la République, qu'on se gardera bien de définir, plus encore d'incarner. Les invocations suffisent en effet, puisque la déculturation politique et philosophique générale est la garantie de survie d'un système éducatif à bout de souffle qu'on offrira bientôt au monde de l'entreprise privée en invoquant cyniquement que la situation est si grave qu'il n'y a plus d'autres solutions que la sous-traitance aux spécialistes du business scolaire. Et ils sont nombreux tant l'anxiété parentale est immense devant le délabrement de l'école (publique et privée sous contrat).

Lançant sa campagne électorale à Marseille (c'est la présidence qui régale, comme autrefois avec Nicolas Sarkozy), le président-sortant a commencé à disposer ses petits cailloux sur ce qu'il compte faire de l'école en cas de réélection. Après avoir détruit le baccalauréat et de facto aggraver les inégalités par l'iniquité du nouveau système, après avoir augmenté le nombre de contractuels dans le corps enseignant et affaibli les concours d'enseignement, après avoir maintenu les programmes scolaires iniques de Najat Vallaud-Belkacem, après avoir renoncé à toute transformation profonde de la formation des enseignants qui demeure plus que jamais une fabrique de la docilité, après s'être attaqué à l'instruction en famille qui ne représente aucune menace, il lui faut passer au stade suivant : la destruction finale de l'école publique et de la dernière once d'estime que pouvaient encore susciter ses professeurs dans l'opinion. Il faudrait donc que les directeurs, comme des chefs d'entreprise, mettent les profs en concurrence pour opérer une sélection de recrutement sur des critères fort obscurs au demeurant. C'est bien connu : les profs sont trop bien traités par le système des affectations académiques ; trouvons donc un système encore plus injuste et inefficace !

Emmanuel Macron a encore prouvé dans ce discours à Marseille qu'il n'avait aucune considération pour les fonctionnaires.

Barbara Lefebvre

Emmanuel Macron a encore prouvé dans ce discours à Marseille qu'il n'avait aucune considération pour les fonctionnaires. Entendons-nous : pour les « petits » fonctionnaires ; car les fonctionnaires d'en haut, il est contraint de leur accorder quelque estime d'abord parce qu'il en fut un (on ne peut pas se renier à ce point !), ensuite car il en a besoin pour gouverner. Les petits fonctionnaires, eux, gagnent une misère et sont déconsidérés par les élites libérales politico-médiatiques qui se plaisent depuis trente à les décrire comme des fainéants, incompetents et corporatistes. Ils sont pourtant ceux qui au quotidien tiennent à bout de bras des institutions qui, sans eux, s'effondreraient dans l'instant : l'école, la police, la justice, l'hôpital. Ce sont ces petits fonctionnaires-là, jadis socle de la construction républicaine, que l'on méprise dans les diners parisiens et les couloirs de Matignon ou de la rue de Grenelle. Devant les caméras, on fait semblant de rendre hommage à leur dévouement (c'est même un sacerdoce quand on connaît les conditions de travail de la majorité d'entre eux).

À Marseille, Emmanuel Macron a donc proposé des « écoles pilotes » où le directeur recruterait ses enseignants. Il





faut « pouvoir d'abord choisir les enseignants, pour être sûr qu'ils sont pleinement motivés, qu'ils adhèrent au projet ». Il a ajouté dans un éclair de lucidité : « plein de gros mots pour beaucoup de gens ». En effet, le message à peine subliminal est pire qu'un gros mot, c'est une insulte aux milliers de professeurs des premier et second degrés qui chaque jour font leur métier, car ils sont « motivés » et habités par une mission qui n'est en effet pas « un projet » puisqu'un projet a pour principe de créer un nouvel objet, un nouveau service, dont la réalisation rend le dit-projet obsolète et exige qu'un nouveau soit mis en œuvre ! La mission de l'enseignant ne relève pas du projet d'entreprise. Cette mission ne répond qu'à un principe : instruire. Transmettre des connaissances universelles aux enfants qui leur sont confiés pour qu'ils s'élèvent (l'élève est autre chose que l'enfant de ses parents) au-dessus de leur condition de naissance, qu'ils échappent aux assignations sociales, culturelles et économiques. Si l'école ne permet plus d'émanciper socialement et culturellement des enfants des catégories populaires, si l'école est incapable de récompenser l'effort (terme plus approprié que celui de mérite), si l'école entretient l'entre-soi élitaire comme jamais depuis 1871, si la majorité des Français n'ont plus confiance dans l'école pour voir leurs enfants réussir mieux qu'eux, si l'école est devenue dans beaucoup d'endroits une vaste garderie où les enseignants s'épuisent à ce jeu de dupes... Tout cela serait à écouter M. Macron la faute des enseignants qui ne sont pas motivés, pas « engagés dans un projet » !

L'école n'a pas vocation à être un « laboratoire » comme l'a suggéré Emmanuel Macron, pas plus que les enseignants, les élèves ne sont des cobayes.

Barbara Lefebvre

Le monde du management d'entreprise n'a toujours pas compris que la mission de l'école, et des services publics plus largement, n'a rien de commun avec le projet lucratif d'une entreprise privée. Que l'on exige des services publics de l'efficacité est normal, mais cela n'induit pas qu'on doive y plaquer les méthodes du privé qui en outre sont loin de faire leur preuve, il n'est qu'à analyser le niveau de souffrance au travail en France qui ne cesse de monter. La professeur en congé de l'éducation nationale que je suis, qui a refusé de s'adapter aux injonctions destructrices de ses supérieurs, refusé de s'adapter à la machine bureaucratique hostile à toute résistance (qui conduit tant d'enseignants dévoués au burn-out), je vous le dis Monsieur le Président : l'école de la République n'a pas besoin de tous ces « projets » grandiloquents qui remplissent des heures de réunion bavardes et soporifiques, pas besoin de ces pages noircies de jargon mi-pédago mi-management, que personne ne lit, ni n'évalue a posteriori. Le seul « projet » de l'école c'est de transmettre, à TOUS les élèves, la culture scientifique, littéraire, historique, linguistique, artistique et sportive qui fait consensus. Racine et Pythagore ne sont pas réservés aux enfants des privilégiés. Votre rôle était de garantir qu'ils soient de nouveau enseignés dans toutes les classes de France, ce qui n'est toujours pas le cas.

Quant à la plus grande illusion de ce quinquennat, Jean-Michel Blanquer, qui devait être le ministre de François Fillon avant de changer de boutique début 2017, il poursuit ce qu'il a commencé entre 2009 et 2012 lorsqu'il était le Directeur général de l'enseignement scolaire auprès de Luc Chatel. Il avait initié le programme Clair avec dix académies « laboratoires » où des « postes à profils » permettraient à des chefs d'établissement de recruter les « bons profs », comprendre ceux qui se rangeraient docilement aux avis et projets de leur direction, qui elle-même s'engagerait docilement à appliquer les diktats destructeurs des échelons académiques, rectoral et ministériel. Le programme Clair a fait long feu et personne n'est capable de dire aujourd'hui si l'expérience fut un succès, voire si elle a existé dans le monde réel.

Pour ceux qui ont lu l'ouvrage de Jean-Pierre Le Goff, La barbarie douce ; la modernisation aveugle des entreprises et de l'école, paru en 1999, rien de tout ce qui se passe structurellement depuis trente ans à l'Éducation nationale ne doit étonner.

Barbara Lefebvre

L'école n'a pas vocation à être un « laboratoire » comme l'a suggéré Emmanuel Macron, pas plus que les enseignants, les élèves ne sont des cobayes. On assiste aux dégâts de vingt ans d'expérimentations pédagogistes, il serait peut-être temps de cesser de jouer les apprentis-sorciers avec les enfants des autres, ceux des catégories populaires et des employés, ce public captif qui ne peut pas se payer le lycée saint Louis de Gonzague ou l'école Alsacienne à Paris (où bien sûr on se garde de pratiquer de telles innovations pour former les élites de demain). C'est aussi cela l'insulte d'Emmanuel Macron à Marseille : dire aux enseignants, parents et enfants enfermés dans ces quartiers qu'ils seront l'objet d'une expérimentation. Outre l'impossibilité de sa mise en œuvre en l'état et le





flou de la proposition, il y a tant de mépris à considérer ces publics comme des souris de laboratoire.

Pour ceux qui ont lu l'ouvrage de Jean-Pierre Le Goff, *La barbarie douce* ; la modernisation aveugle des entreprises et de l'école , paru en 1999, rien de tout ce qui se passe structurellement depuis trente ans à l'Éducation nationale ne doit étonner. Des réformes qui se succèdent sans aucune cohérence, mais un mot d'ordre aux petits personnels : « adaptez-vous au sens de la réforme ». Le règne de la communication parfaitement illustré par la manie du « projet », les uns succédant aux autres sans plus d'effet sur le réel. Comme l'écrivait Le Goff, dans ce système qui dit sans cesse tout et son contraire « chacun est invité à être l'acteur de son propre changement », car c'est cela « l'école de demain » : faire porter le poids des échecs d'une école qu'on a délibérément détruite à ceux qui en sont les victimes. Chapeau les artistes !

